

DEMOLITION ET RECONSTRUCTION D'UN ETABLISSEMENT DE PLACEMENT EDUCATIF 78, RUE DE LA FORET 26000 VALENCE

MAITRE D'OUVRAGE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MINISTERE DE LA JUSTICE
DIRPJJ**

75 Rue de la Villette
69003 LYON

MAITRE D'OEUVRE



STUDIO **GARDONI**
architectures

STUDIO GARDONI ARCHITECTURE

77 Rue Duquesne
69006 LYON

COORDONNATEUR SPS



AASCO

19 Chemin du Reveret
38690 BIOL



PLAN GENERAL DE COORDINATION en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

MISES A JOUR		
N° avenant	DATE	INTITULE
01	22/06/2016	PGC INITIAL Phase Démolition
02	15/07/2016	Mise à jour selon remarques du Maître d'œuvre
03	23/01/2018	Mise à jour pour la phase construction
04	21/03/2018	Mise à jour selon remarques du Maître d'œuvre

PGCSPS

1	RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF POUR LE CHANTIER.....	5
1.1	PRESENTATION DU PROJET	5
1.2	PRESENTATION DES INTERVENANTS DE L'OPERATION	6
1.3	MISSION DU COORDONNATEUR.....	7
1.3.1	<i>Plan Général de Coordination SPS.....</i>	<i>7</i>
1.3.2	<i>Inspection commune.....</i>	<i>7</i>
1.3.3	<i>Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPS).....</i>	<i>7</i>
2	MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR.....	8
2.1	CLOTURE DE CHANTIER	8
2.2	ACCES AU CHANTIER.....	8
2.3	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE	9
3	MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR.....	10
3.1	CIRCULATION	10
3.1.1	<i>Circulations horizontales.....</i>	<i>10</i>
3.1.2	<i>Circulations verticales</i>	<i>10</i>
3.2	MANUTENTION	11
3.2.1	<i>Moyens de manutention verticale et règles d'utilisation</i>	<i>11</i>
3.2.2	<i>Implantation des zones de manutentions et de levage.....</i>	<i>12</i>
3.2.3	<i>Utilisation de grues</i>	<i>12</i>
3.2.4	<i>Limitation des manutentions manuelles</i>	<i>12</i>
3.3	STOCKAGE	12
3.3.1	<i>Zone de stockage</i>	<i>12</i>
3.3.2	<i>Approvisionnement et enlèvement : dispositions à prendre par les entreprises faisant intervenir un livreur, fournisseur, etc.</i>	<i>13</i>
3.3.3	<i>Zone de stockage des matériaux dangereux.....</i>	<i>13</i>
3.4	GESTION DES DECHETS ET DECOMBRES	13
3.5	UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, ACCES PROVISOIRES ET INSTALLATIONS ELECTRIQUES PROVISOIRES.....	14
3.5.1	<i>Règles d'utilisation des protections collectives</i>	<i>14</i>
3.5.2	<i>Règles d'utilisation des accès provisoires</i>	<i>14</i>
3.5.3	<i>Règles d'utilisation de l'installation électrique générale.....</i>	<i>14</i>
3.6	ANALYSE DES RISQUES	16
4	SUJETIONS DECOULANT DE L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	23
5	MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE	24
5.1	INSTALLATIONS DE CHANTIER	24
5.1.1	<i>Emplacement.....</i>	<i>24</i>
5.1.2	<i>Véhicules.....</i>	<i>24</i>
5.1.3	<i>Généralités : Cantonnements et sanitaires communs à toutes les entreprises, installations chauffées.</i>	<i>24</i>
5.1.4	<i>Vestiaires, Réfectoires et Sanitaires : toilettes - lavabos - douches</i>	<i>24</i>
5.2	NETTOYAGE DU CHANTIER.....	25
5.2.1	<i>Nettoyage des installations</i>	<i>25</i>
5.2.2	<i>Nettoyage des zones de travail.....</i>	<i>25</i>
5.3	CLOTURE DU CHANTIER.....	25
5.3.1	<i>Clôtures périphériques et ouvertures (porte et portail)</i>	<i>25</i>
5.3.2	<i>Panneaux de chantier.....</i>	<i>25</i>
5.4	RESEAUX MIS A DISPOSITION.....	26
5.4.1	<i>Electricité</i>	<i>26</i>

5.4.2	Eaux usées	26
6	ORGANISATION DES SECOURS	26
6.1	DISPOSITIONS D'ALERTE.....	26
6.1.1	Appel des secours en cas d'urgence	26
6.2	DISPOSITION D'ACCES ET DE CIRCULATION DES SECOURS.....	27
6.3	PRESENCE DE SAUVETEURS –SECOURISTES- MATERIEL DE SECOURS	27
6.4	SECOURS INCENDIE- MATERIELS	27
7	MODALITE DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	28
7.1	ELABORATION ET DIFFUSION DES PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE PAR LES ENTREPRISES	28
7.2	ENTREPRISES SOUS-TRAITANTES ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	28
7.3	UTILISATION DE PERSONNEL INTERIMAIRE	29
7.4	PRESTATAIRES DE SERVICES	29
7.5	LIVRAISONS	30

Annexe : Fiche d'appel des secours

PREAMBULE

Le présent document a pour objet de préciser les dispositions applicables en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.

Une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé de 3ème catégorie, concernant la conception et la réalisation des travaux, a été organisée par le Maître d'Ouvrage.

La présente Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est contractuelle pour tous les marchés de travaux, objet de la présente opération. Il apporte des renseignements qui permettront aux entreprises de mettre au point leur mode opérations et mesures de prévention associées.

L'entrepreneur prendra en compte dans la conception et la réalisation des travaux de son contrat, toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les principes généraux de la prévention, et se conformera aux obligations qui lui incombent, en respect du code du travail en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail.

En outre, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions édictées :

- Par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le coordonnateur sécurité, dans la présente Notice en matière de Sécurité et de la Protection de la Santé.
- Par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre dans les pièces constitutives du marché qui ont une influence en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment le **CCAP et le CCTP**.
- Par le coordonnateur de sécurité, qui a été désigné par le Maître d'Ouvrage pour l'opération considérée.

Ces dispositions s'appliquent à tout intervenant qui aura conclu un contrat de prestation ou de travaux avec l'entrepreneur.

Chaque entreprise titulaire, faisant appel à un sous-traitant, un prestataire de service ou un travailleur indépendant, devra lui joindre **obligatoirement** le présent document au contrat établi quelle que soit la nature de ce dernier.

Il est rappelé, par ailleurs que : " l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil " (notamment Art. L4121-1 à 5).

L'ensemble des prescriptions du présent document ne se substitue pas aux obligations légales et réglementaires faites, par ailleurs, à tout intervenant, notamment :

- la déclaration d'intention de commencement des travaux (D.I.C.T.).
- L'ensemble des dispositions édictées par le Code du Travail

De même, le présent document ne modifie pas les mesures imposées par le contrat en matière de sécurité par le C.C.A.P. et le C.C.T.P.

1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF POUR LE CHANTIER

1.1 PRESENTATION DU PROJET

L'opération consiste à réaliser les travaux de déconstruction puis de reconstruction de l'EPE de VALENCE situé au 78 Rue de la Forêt.

Le présent document concerne uniquement la phase de reconstruction, les démolitions des locaux existants non conservés ayant été réalisées durant la 1^{ère} phase de travaux.

Les travaux sont répartis selon l'allotissement suivant :

- LOT 01 - TERRASSEMENT / COMPACTAGE DYNAMIQUE
- LOT 02 - GROS-OEUVRE
- LOT 03 - MACONNERIE BRIQUES DE PAREMENT / ISOLATION THERMIQUE EXTERIEURE
- LOT 04 - CHARPENTE LAMELLE-COLLE / BOIS MASSIF
- LOT 05 - COUVERTURE METALLIQUE
- LOT 06 - MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM
- LOT 07 - METALLERIE / SERRURERIE
- LOT 08 - PLATRERIE / PEINTURE / FAUX-PLAFONDS
- LOT 09 - MENUISERIES INTERIEURES BOIS
- LOT 10 - SOLS SOUPLES
- LOT 11 - CARRELAGES / FAIENCES
- LOT 12 - CHAUFFAGE / VENTILATION
- LOT 13 - PLOMBERIE / SANITAIRES
- LOT 14 - ELECTRICITE
- LOT 15 - CUISINE
- LOT 16 - VRD / ESPACES VERTS / MOBILIER SPORTIF
- LOT 17 - CLOTURES / PORTAILS

Les travaux sont programmés sur une durée estimée à 15 mois y compris 1 mois de délais de préparation.

1.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS DE L'OPERATION

MAITRE D'OUVRAGE	MINISTERE DE LA JUSTICE DIRPJJ CENTRE EST 75 Rue de la Villette 69003 LYON	Michel-Laurent CHAPAS	Tél : 04 69 67 70 23 Michel-Laurent.Chapas@justice.fr
CONDUCTEUR D'OPERATION	Direction Départementale des Territoires de la Drôme	Thibaud BELLO	Tél : 04 81 66 80 68 thibaud.bello@drome.gouv.fr
MAITRE D'ŒUVRE	STUDIO GARDONI ARCHITECTURE 77 Rue Duquesne 69006LYON		Tel : 04 72 85 66 90 Email : contact@studiogardoni.fr
OPC	ACE BTP Agence Rhône-Alpes Espace Brinon – rdc bât B, 33/35 rue Alfred Brinon 69100 VILLEURBANNE	Guillaume PERRAULT	T : 04 72 65 60 65 P : 06 75 19 72 60 rhone-alpes@acebtp.com
ECONOMISTE	EUROMETRES BTP Lieu-dit le Champel 07200ST SERNIN		Tel : 04 75 35 37 61 Fax : 04 75 93 57 54 intermetre@wanadoo.fr
BET FLUIDES	STREM 32 Rue Barrême 69006LYON		Tel : 04 78 17 39 09 Email : contact@strem.fr
BET STRUCTURE	COGECI Immeuble Woopa 10 Avenue des Canuts CS 80034 69120 VAULX EN VELIN		Tel : 04 37 45 19 99 Email : cogeci@cogeci.fr
BUREAU DE CONTROLE	QUALICONSLT agence de Valence 85 allée du Merle Immeuble de la Rotonde 26500 BOURG LES VALENCE	Julie BERTRAND	Tél : 04.75.82.12.11 mobile : 06.30.49.19.13 julie.bertrand@qualiconsult.fr
COORDONNATEUR SPS	AASCO Rhône-Alpes 19 Chemin du Reveret 38690 BIOL	Tugdual LE DAULT	T : 04.74.83.78.82 F : 04.90.28.74.24 Mail : aasco-ra@aasco.fr
ORGANISMES DE PREVENTION	CARSAT Allée du Concept 26500 BOURG LES VALENCE D.D.T.E.F.P Unité territoriale de la Drôme 70, Avenue de la Marne BP 2121 - 26021 Valence Cedex O.P.P.B.T.P. 45 avenue Leclerc 69007 LYON		T : 04.75.83.91.40 F : 04.75.83.91.49 Tel : 04.75.75.21.21 Fax : 04.75.55.78.67 T : 04.78.37.36.02 F: 04.78.37.69.23

1.3 MISSION DU COORDONNATEUR

1.3.1 Plan Général de Coordination SPS

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier sont soumises à l'application de ce PGC.

Toute entreprise qui désignerait un sous-traitant ou autre partenaire pendant l'exécution des travaux, a l'obligation de lui transmettre un exemplaire à jour du PGC.

1.3.2 Inspection commune

Toute entreprise destinée à intervenir sur le chantier devra faire une inspection commune avec le Coordonnateur SPS avant le démarrage de ses travaux.

Pour cela, chaque entreprise prendra contact avec le Coordonnateur SPS pour fixer une date d'inspection commune. A défaut d'inspection commune, l'entreprise pourra se voir refuser l'accès au chantier et ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation en cas d'éviction.

Les prestataires et locataires divers ne sont pas tenus de faire une inspection commune avec le Coordonnateur SPS. Par contre, ils recevront impérativement les consignes de sécurité par l'entreprise qui les aura mandatés. La transmission de ces consignes sera alors formalisée par l'entreprise dans son PPS.

Sauf cas d'exception laissé à l'appréciation du Coordonnateur SPS, l'entreprise devra s'organiser pour garder un délai de 10 jours ouvrables avant le début des travaux pour faire l'inspection commune.

Si ce délai n'est pas respecté, le Coordonnateur SPS pourra refuser le rendez-vous proposé par l'entreprise, en fixer un autre à une date différente et demander au Maître d'Ouvrage de refuser l'accès au chantier à l'entreprise concernée.

1.3.3 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPS)

Tout entrepreneur, ainsi que ses sous-traitants, sont tenus de remettre au Coordonnateur SPS, 5 jours avant toute intervention, un PPS relatif aux travaux qui leurs sont confiés.

Le PPS sera établi en tenant compte des mesures définies par le présent PGC, des mesures définies lors de l'inspection commune et des prescriptions fixées par le marché.

Chaque PPS devra bien décrire les risques exportés (adaptés à cette opération) envers les autres entreprises, susceptibles d'apporter des risques pour les travailleurs concernés.

Si le mode opératoire retenu par l'entreprise entraîne des modifications du contenu du PGC, l'entreprise concernée devra en faire mention dans son PPS et informer le Coordonnateur SPS pour qu'il puisse en tenir compte et procéder à la mise à jour nécessaire.

2 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

Les entreprises titulaires de marché doivent prévoir des conditions de travail satisfaisantes en termes d'hygiène pour leur personnel et le personnel de leurs sous-traitants.

Dans ce but, le titulaire du **LOT 02 GROS-ŒUVRE** devra prévoir et assurer l'aménagement de locaux adaptés (vestiaires, sanitaires, réfectoires,...) réservés à leurs personnels ainsi qu'à celui de leurs cotraitants et sous-traitants, conformément à la réglementation et selon détails précisés au chapitre 5.

Un plan d'installation de chantier sera soumis à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur avant le démarrage des travaux.

Pour la présente opération, l'entrepreneur pourra disposer des emplacements mis à sa disposition par le Maître d'Ouvrage.

L'ensemble des installations de chantier sera clôturé. Chaque accès sera équipé d'un portail fermant à clefs. Ces équipements seront à la charge de l'Entrepreneur titulaire.

Une zone d'accès depuis la voie publique devra être réalisée, et une zone de stationnement affectée aux véhicules du personnel devra être prévue.

Les rejets des eaux usées seront conformes à la réglementation en vigueur. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage, de vidange, des lubrifiants ou carburants seront formellement interdits.

Un moyen de communication fixe sera prévu sur site pour prévenir les secours en cas d'urgence.

Les locaux réservés au personnel seront chauffés en période hivernale.

Les locaux seront équipés d'un moyen de lutte contre un début d'incendie.

2.1 CLOTURE DE CHANTIER

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du **LOT 02 GROS-ŒUVRE**:

- Maintien de l'isolement du chantier
- Respect des règles spécifiques de sécurité de l'établissement pénitentiaire

2.2 ACCES AU CHANTIER

Les accès actuels existants sont maintenus.

2.3 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Les travaux "type" classés comme travaux par points chauds (**liste non exhaustive**) et concernés par les consignes détaillées ci-après sont les suivants :

- La soudure électrique
- La soudure au chalumeau
- Le découpage électrique (meulage, tronçonnage, ...)
- Le découpage au chalumeau
- L'utilisation de lampe à souder
- La réalisation de travaux d'étanchéité au chalumeau ou au fondeur à bitume
- Etc...

Il est strictement interdit d'allumer des feux à l'intérieur des locaux ou sur les abords.

L'équipement de lutte contre l'incendie est à réaliser par les entreprises sur leur poste de travail.

Les emplacements d'extincteurs doivent être choisis à proximité des points où un début d'incendie est à craindre. Ils doivent être visibles et facilement accessibles. Il est recommandé de prévoir au minimum 2 extincteurs, de capacité inférieure à 10 litres, par étage ou par atelier, magasin ou entrepôt quelle que soit leur surface.

L'organisation minimale à prévoir par les entreprises concernées est donc la suivante :

Avant les travaux :

- Faire établir une procédure pour les travaux par point chaud **et en informer les salariés**
- Vérifier l'état du matériel utilisé.
- Eloigner les matières combustibles ou inflammables à au moins 10 m de la zone de travail, couvrir et protéger à l'aide de bâches ignifugées, de matériaux incombustibles et non propagateurs de la chaleur les installations et les matériels combustibles ou inflammables (même ceux placés derrière les cloisons entourant le poste de travail, arroser le sol et les bâches de couverture).
- S'assurer de l'absence de contact entre des parties métalliques et des substances combustibles
- Si des opérations doivent être effectuées sur des volumes creux, s'assurer du dégazage complet de l'élément (tuyaux, cuves...).
- Couvrir toutes les ouvertures (fissures...) à l'aide de sable, bâches, écrans...
- Éloigner largement tout produit combustible ou inflammable du parcours des tuyaux et conduites traités.
- Mettre à proximité du poste de travail des moyens d'alarme et de lutte contre l'incendie (au moins un extincteur à eau pulvérisée de 9 L et un extincteur approprié à l'extinction d'un feu déclenché à proximité des travaux).
- Éviter le déclenchement intempestif du système de détection ou d'extinction automatique (**prévoir leur consignation ou ensachage par exemple**).
- Désigner une personne habilitée à surveiller les travaux.

Pendant les travaux :

- Porter les équipements de protection individuelle adaptés (lunettes, gants, tablier,...)
- N'utiliser que du matériel en bon état d'entretien
- Surveiller le parcours des projections incandescentes.
- Ne poser des objets chauffés que sur des supports propres et supportant la chaleur.

Après les travaux :

- Remettre le système de détection ou d'extinction automatique s'il a été neutralisé.
- Inspecter soigneusement les emplacements de travail et les locaux contigus dès la fin des travaux, rechercher toute trace de transfert de chaleur ou de projection d'étincelles.
- Inspecter soigneusement les emplacements de travail avant de quitter les lieux et s'assurer qu'il n'existe plus de point chaud durant au minimum 2 heures après l'arrêt d'intervention par point chaud

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 CIRCULATION

3.1.1 Circulations horizontales

3.1.1.1 Circulation de chantier

Pendant la période de préparation, l'entreprise désignée établira un projet de plan général de circulation sur le chantier en privilégiant la spécialisation des voies.

L'entreprise désignée est :

Le LOT 02 GROS-ŒUVRE

Toutes les entreprises intervenant par la suite sur le chantier se soumettront à ce plan de circulation. Si pour une quelconque raison, une entreprise considère ne pas pouvoir respecter ce plan de circulation (encombrement engin,...), elle devra en informer le Coordonnateur SPS afin que la solution correspondante puisse être mise en œuvre.

Les points devant notamment figurer sur le plan de circulation sont :

- les cheminements,
- les accès riverains,
- les points singuliers (obstacles, emprise des travaux, limitations de gabarit...),
- les zones à risques,
- les modalités et zones de stockage,
- le fléchage,
- les aires de retournement.

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour empêcher la présence de piétons dans les zones de circulations réservées aux engins ou véhicules.

3.1.1.2 Circulation piétonne

L'entreprise en charge du plan de circulation de chantier aménagera et entretiendra les accès réservés au personnel de chantier. La circulation des piétons sur les voies servant aux véhicules et engins sera interdite.

3.1.1.3 Stationnement des véhicules

Les véhicules de chantier devront stationner sur les emplacements prévus à cet effet sur le site.

Toutes les entreprises organiseront le transport de leur personnel afin d'éviter les venues en véhicule particulier. Ces consignes seront également transmises aux sous-traitants et autres prestataires intervenant pour le compte de l'entreprise.

3.1.2 Circulations verticales

3.1.2.1 Mise en commun des échafaudages

Toute entreprise désirant utiliser un échafaudage mis en place par un autre corps d'état ou une autre entreprise, pour exécuter toutes ou parties de ses prestations, devra obligatoirement contacter le responsable de l'entreprise ayant mis (ou fait mettre en place) cet échafaudage

afin de lui exposer l'utilisation qu'elle compte en faire, quels vont être les moyens humains et matériels utilisés et quelles sont les périodes de travail concernées.

L'entreprise responsable de l'échafaudage examinera alors la compatibilité de cette demande avec les conditions d'utilisation admissibles en intégrant les contraintes liées à son propre mode opératoire et à son propre planning, ainsi qu'à ceux des autres entreprises utilisant déjà cet échafaudage.

Si la demande de l'entreprise demandeuse est recevable, l'entreprise responsable lui formalisera par écrit son accord.

Dans le cas contraire, l'entreprise demandeuse ne pourra pas intervenir en utilisant l'échafaudage et en informera le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS. Une solution sera alors cherchée (modification de la date d'intervention par exemple) pour permettre l'intervention de l'entreprise demandeuse.

Dans tous les cas, cette démarche devra être entreprise avant l'intervention en question.

Toutes les entreprises intervenant sur l'échafaudage devront être en mesure de produire instantanément, sur demande impromptue du Coordonnateur SPS, l'accord écrit de l'entreprise responsable.

3.2 MANUTENTION

3.2.1 Moyens de manutention verticale et règles d'utilisation

De manière à limiter les risques liés à l'utilisation de moyens de manutention, l'employeur responsable devra s'assurer de :

- utiliser des moyens de manutentions adaptés aux charges transportées ;
- suivre les indications du fournisseur de matériel ;
- vérifier régulièrement (vérifications de mise en service, périodiques générales et de remise en service) l'état du matériel de manutention (appareils de levage et accessoires de levage), l'utilisateur d'un appareil de levage doit toujours s'assurer de la réalisation des vérifications réglementaires ;
- former ses salariés à l'utilisation de ces matériels, les manutentions par engins spécialisés seront réalisées par des conducteurs titulaires d'une autorisation de conduite selon le type d'engin.

Certains matériels pourront cependant être utilisés par plusieurs entreprises dans le cadre de la mise en commun de moyens.

Lorsqu'une entreprise met du matériel à la disposition d'une autre entreprise (grues, échafaudage, engins de terrassement, etc.), ce matériel doit être conforme à la réglementation et en bon état.

La mise à disposition de matériel doit faire l'objet d'un protocole de prêt de matériel.

Dans la mesure du possible, l'entreprise responsable des moyens de manutention assurera elle-même la manutention pour le compte de l'entreprise demandeuse, afin d'éviter une mauvaise utilisation du moyen.

3.2.2 Implantation des zones de manutentions et de levage

Les matériaux, matériels, etc. seront acheminés sur les niveaux de travail par le biais de l'ascenseur (ou du monte-charge quand il existe) ou par le biais de recettes aménagées à cet effet. Dans ce cas, les recettes seront aménagées afin que le risque de chute de personnes soit supprimé.

Les manutentions manuelles et mécaniques, ainsi que le levage des charges, doivent être organisés sur une zone plane et stabilisée.

Cette zone doit être délimitée, et son accès interdit pendant les phases de levage par l'entreprise mettant en place le moyen.

Tout survol de charges en dehors des emprises du chantier sera strictement interdit.

3.2.3 Utilisation de grues

Préalablement à la mise en service, chaque grue fera l'objet d'une vérification par un organisme agréé, dont une copie du rapport sans réserve affectant le bon fonctionnement sera transmise au Coordonnateur SPS.

Chaque grue sera équipée d'un anémomètre.

Afin de prévenir les risques qui pourraient naître d'une interférence entre les engins de levage d'intervenants du chantier ou d'autres opérations voisines, tout entrepreneur ayant prévu d'utiliser un engin de levage (grue mobile, grue à tour) communiquera au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS le plan où figurent les zones d'évolution des différents appareils de levage qu'il compte mettre en œuvre.

Le Maître d'Œuvre procédera alors à la vérification de la compatibilité des différentes implantations et après avis du Coordonnateur SPS indiquera aux entreprises du chantier concernées les dispositions éventuelles à prendre pour supprimer les risques découlant de ces interférences.

3.2.4 Limitation des manutentions manuelles

La priorité est donnée à la manutention mécanique : chariots élévateurs, grues.

Lorsque la nécessité d'une manutention manuelle de charges ne peut être évitée, des moyens adaptés doivent être mis à la disposition des travailleurs : palonniers, treuils, crics, vérins, crochets, tables élévatrices, etc. par l'entreprise concernée.

3.3 STOCKAGE

3.3.1 Zone de stockage

Sur le chantier, les zones disponibles mises à disposition pour le stockage devront être validées par le Maître d'œuvre.

Chaque entreprise aura à gérer, dans la mesure du possible, ses approvisionnements sur le site pour minimiser son stockage.

Si l'espace disponible ne suffit pas à une entreprise, elle en informera le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

Aucun stockage ne sera organisé devant les accès et issues de secours.

Les entreprises prendront en compte dans leurs besoins ceux de leurs sous-traitants, fournisseurs, etc.

3.3.2 Approvisionnement et enlèvement : dispositions à prendre par les entreprises faisant intervenir un livreur, fournisseur, etc.











L'entreprise faisant appel à un prestataire devra accueillir son prestataire, lui donner les exigences de sécurité applicables sur le chantier et l'informer de la présence éventuelle de réseaux électriques aériens (eau, gaz, etc.).

3.3.3 Zone de stockage des matériaux dangereux

Certaines protections sont à observer :

- séparer les produits acides et les produits basiques ;
- ranger, de préférence, les liquides en dessous des solides ;
- stocker seulement de faibles quantités de produits ;
- aérer et éloigner suffisamment le lieu de rangement de toute source de chaleur.

Lors du stockage de matériaux dangereux, les règles de compatibilité suivantes doivent être respectées :

					
	+	-	-	-	+
	-	+	-	-	-
	-	-	+	-	+
	-	-	-	+	O
	+	-	+	O	+

+ Stockage ensemble possible

- Stockage ensemble impossible

O Stockage ensemble possible sous certaines conditions

3.4 GESTION DES DECHETS ET DECOMBRES

Dans le cadre du tri des déchets, le chantier fera l'objet d'une organisation particulière au niveau de :

- la signalétique indiquant la nature des déchets à déposer,
- l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôt des déchets,
- l'information du personnel des entreprises.

Il est interdit de brûler ou d'enfouir les déchets sur le chantier.

3.5 UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, ACCES PROVISOIRES ET INSTALLATIONS ELECTRIQUES PROVISOIRES

3.5.1 Règles d'utilisation des protections collectives

3.5.1.1 Mise en commun des protections collectives (échafaudages de pied, périmétriques, etc.) utilisables par tous les corps d'état

Toutes les protections collectives doivent être conçues, mises en œuvre et entretenues pour respecter les dispositions suivantes :

- Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
- Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivants :
 - après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux ;
 - après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet ;
 - après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

Les protections collectives sont gérées par :

Le LOT 02 GROS-ŒUVRE

Toute entreprise, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place par une autre entreprise, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace, et en assure la maintenance jusqu'à la fin des travaux. L'entreprise concernée en informera alors le Coordonnateur SPS.

3.5.2 Règles d'utilisation des accès provisoires

Les moyens d'accès au poste de travail sont choisis en fonction de la fréquence de circulation, de la hauteur, de la durée d'utilisation et de leur ergonomie. Ils doivent en outre permettre une intervention rapide des secours et l'évacuation en cas de danger imminent.

L'entreprise ayant en charge la réalisation des accès en toiture en assurera la maintenance pendant les travaux. Il sera prévu une tour sapine à maintenir en place jusqu'à achèvement des ouvrages en toiture, y compris contrôle de l'équipement par un bureau de contrôle agréé (Attestation de conformité à produire au Coordonnateur SPS).

L'entreprise en charge de l'installation des accès communs en toiture est la suivante :

Lot N°05 COUVERTURE METALLIQUE

3.5.3 Règles d'utilisation de l'installation électrique générale

L'installation électrique provisoire du chantier sera réalisée par du personnel habilité. ***Celle-ci sera vérifiée par un organisme agréé lors de sa mise en service.***

Elle comprendra de façon distincte :

- les installations électriques pour les besoins des cantonnements, s'ils existent,
- les armoires, coffrets électriques et réseaux électriques de distribution du chantier,
- l'éclairage du chantier permettant la circulation sur tout le chantier et ses abords.

Les entreprises en charge de l'installation électrique de chantier est la suivante :

LOT 02 GROS-ŒUVRE pour le branchement général (armoire principale), les installations nécessaires aux bungalows de chantier, l'alimentation de la grue si celle-ci est prévue, ainsi que l'éclairage des circulations extérieures pour accès à la base vie depuis l'entrée du chantier et circulation entre la base vie et les zones de travail.

LOT 14 ELECTRICITE pour les coffrets de distribution électrique et l'éclairage des circulations internes et locaux aveugles.

3.5.3.1 Armoires principales et secondaires de chantier normalisées

Les armoires et coffrets de distribution basse tension seront maintenus fermés en permanence. Le type de fermeture sera d'un modèle approprié pour garantir son inviolabilité. Chaque armoire et coffret de distribution basse tension devra comporter un numéro d'identification.

Chaque armoire devra être équipée d'un dispositif « coup de poing » de coupure d'urgence en cas de problème, et d'une protection différentielle de 30 mA.

3.5.3.2 Implantation de l'installation électrique

Concernant la conception et l'implantation de l'installation électrique, il convient de respecter les règles suivantes :

- Eloigner l'installation électrique principale des zones à risques, c'est-à-dire des zones de stockage de matériel ou des zones de production où de nombreux objets et outils conducteurs sont manipulés.
- Baliser et protéger l'installation électrique : bloquer l'accès aux panneaux et armoires électriques par une porte ou un grillage fermés à clé, utiliser les panneaux de signalisation standardisés pour signaler le risque électrique.
- Utiliser des installations électriques protégées par une carcasse de sécurité qui ne s'ouvre qu'une fois le courant hors-tension.

3.5.3.3 Niveau d'éclairement

Lorsque le niveau de l'éclairement naturel est inférieur aux valeurs minimales d'éclairement réglementaires, il est nécessaire d'installer un éclairage artificiel adapté aux travaux à effectuer, ainsi qu'aux déplacements du personnel, sans créer de nouveaux risques.

Locaux affectés au travail et dépendances	Valeurs minimales d'éclairement
Voies de circulation intérieure	40 lux
Escaliers et entrepôts	60 lux
Locaux de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux
Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux

Espaces extérieurs	Valeurs minimales d'éclairement
Zones et voies de circulation extérieures	10 lux
Espaces extérieurs où sont effectués des travaux à caractère permanent	60 lux

3.5.3.4 Eclairage de secours

L'éclairage de sécurité doit permettre, lorsque l'éclairage général est défaillant, l'évacuation sûre et facile du personnel, en particulier depuis les escaliers, sous-sols, zones aveugles, etc.

3.6 ANALYSE DES RISQUES

Analyse des risques (liste non exhaustive donnée à titre indicatif)

Description des travaux	Risques principaux prévisibles	Mesures de prévention
Démolitions, déposes,	Electrisation	S'assurer de la consignation effective des réseaux existant, notamment électricité, attestation de consignation écrite obligatoire Outillages électroportatif, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
	Chute de hauteur	Mise en œuvre des protections collectives nécessaires à l'avancement Utilisation d'équipement d'accès en hauteur avec une protection collective intégrée, travail à l'échelle ou sur escabeau interdit
Désamiantage,	Electrisation	S'assurer de la consignation effective des réseaux existant, notamment électricité, attestation de consignation écrite obligatoire Outillages électroportatif, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
	Chute de hauteur	Mise en œuvre des protections collectives nécessaires à l'avancement Utilisation d'équipement d'accès en hauteur avec une protection collective intégrée, travail à l'échelle ou sur escabeau interdit
Approvisionnement	Lumbago, blessures	Limiter au maximum les manutentions manuelles Adopter des gestes adaptés à la manutention à réaliser Port des protections individuelles adaptées
	Chute de matériaux	Matérialisation de la zone de levage
	Défaillance du matériel de levage ou erreur de conduite	Appareils de levage à jour des vérifications réglementaires et en bon état, conducteur titulaire d'une autorisation de conduite
Terrassements, réseaux enterrés, clôture, portail	Heurt de réseaux Rupture de canalisations	DICT et demande de marquage des réseaux Information du personnel sur la possibilité de présence de diverses canalisations. Finir les travaux de façon manuelle en cas de doute et dans la zone d'approche de moins de 1,50m
	Circulation des engins et camions de chantier Collision	Port de protections individuelles (casques, gilet de sécurité classe II). Etablissement plan de circulation Homme trafic autant que nécessaire Conducteur titulaire d'un Certificat d'Aptitude

		à la conduite et d'une autorisation de conduite délivrée par le Chef d'Etablissement
	Chute de plain-pied	Matérialisation systématique au droit des fouilles par barriérage, remblaiement à l'avancement Eloignement circulation Port vêtement de visualisation
Enduits, Peinture	Approvisionnement	Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite
	Chute de hauteur	Equipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation Respect des protections collectives en place
	Electrification	Outillages électroportatif, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
	Utilisation de produits classés « dangereux »	Port des protections individuelles adaptées, Fiches de Données de Sécurité des produits utilisés à prendre en compte, donner préférence à des produits inoffensifs ou les moins dangereux possible
Travaux de Gros Œuvre	Chute d'objets	Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre
	Renversement, instabilité des ouvrages	Stabilisation des ouvrages ou équipements en phases transitoires (étais, tous d'étalement...)
	Chute de personnes	Equipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation Mise en œuvre des protections collectives à l'avancement (protections contre les chutes, protection des aciers en attente notamment,...)
	Risques lié aux appareils de levage	Appareil de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, appareils de levage adaptés et en bon état, personnel titulaire d'une autorisation de conduite
Travaux de mise en œuvre d'échafaudages	Encombrement du chantier	Respect des zones de stockage et du planning validé par le maître d'œuvre
	Chute de hauteur	Respect du mode opératoire prévu par le fabricant Port des protections individuelles adaptées Réception et l'échafaudage et diffusion aux utilisateurs d'une attestation de conformité (+ copie au Coordonnateur SPS)

	Chute d'objet	Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, installation d'un filet côté rue, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre
Travaux en façades (briques de parement et ITE)	Approvisionnement	Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite
	Chute de hauteur	Equipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation Respect des protections collectives en place
	Chute d'objets	Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre
	Electrification	Outillages électroportatif, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
	Risques liés aux produits utilisés (passivation des aciers, etc...)	Fiches de données de sécurité des produits utilisés à joindre au PPSPS et à prendre en compte
Pose de la charpente	Chute d'objets	Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, échafaudage pourvu d'un filet, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre
	Chute de personnes	Equipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation
	Risques lié aux appareils de levage	Appareil de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, appareils de levage adaptés et en bon état, personnel titulaire d'une autorisation de conduite
Pose de la couverture	Chute d'objets	Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, échafaudage pourvu d'un filet, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre
	Chute de personnes	Equipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation : Tour sapine Mise en œuvre des protections collectives à l'avancement (protection périphérique type filet avec lisse rigide et filet en sous-face, ou dispositif assurant un niveau de protection équivalent)
	Risques lié aux appareils de levage	Appareil de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, appareils de levage adaptés et en bon état, personnel titulaire d'une autorisation de conduite

Menuiseries extérieures	Approvisionnements		Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite
	Encombrement chantier	du	Respect des zones de stockage et du planning validé par le maître d'œuvre Nettoyage et évacuation des déchets à l'avancement
	Electrification		Outillage électroportatif, enrouleurs et prolongateurs en bon état et conformes aux normes en vigueur
	Chute de hauteur		Utilisation d'équipements d'accès en hauteur intégrant des protections collectives Port des protections individuelles adaptées
	Chute d'objet		Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre
Serrurerie, métallerie	Approvisionnement		Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite
	Electrification		Outillage électroportatif, enrouleurs et prolongateurs en bon état et conformes aux normes en vigueur
	Chute de hauteur		Utilisation d'équipements d'accès en hauteur intégrant des protections collectives (échafaudages mobiles, plateformes individuelles roulantes ou nacelle élévatrice) Port des protections individuelles adaptées Equipements à jour des vérifications réglementaires
	Incendie		Port des protections individuelles adaptées Travaux par point chaud exécuté dans des zones propres et dégagées au préalable, extincteur à proximité du poste de travail, écran ou bâche ignifugée à prévoir
	Risques liés aux appareils de levage	aux	Appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires Conducteur titulaire d'une autorisation de conduite Elingage dans les règles de l'art
	Encombrement chantier	du	Respect des zones de stockage et du planning validé par le maître d'œuvre Nettoyage et évacuation des déchets à l'avancement

Travaux de serrurerie, structure métallique et menuiserie alu	Chute de personne	Utilisation d'équipements d'accès en hauteur intégrant des protections collectives Protection collective à prévoir sur les planchers créés et à maintenir en place jusqu'à mise en œuvre des protections définitives
	Chute d'objet	Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre
	Incendie	Port des protections individuelles adaptées Travaux par point chaud exécuté dans des zones propres et dégagées au préalable, extincteur à proximité du poste de travail, écran ou bâche ignifugée à prévoir
	Utilisation de produits classés « dangereux »	Port des protections individuelles adaptées, Fiches de Données de Sécurité des produits utilisés à prendre en compte, donner préférence à des produits inoffensifs ou les moins dangereux possible
	Encombrement du chantier	Respect des zones de stockage et du planning validé par le maître d'œuvre Nettoyage et évacuation des déchets à l'avancement
Travaux de plâtrerie, faux-plafonds	Approvisionnement	Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite
	Chute de hauteur	Equipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation Respect des protections collectives en place
	Electrification	Outillages électroportatif, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
	Encombrement du chantier	Respect des zones de stockage et du planning validé par le maître d'œuvre Nettoyage et évacuation des déchets à l'avancement
Travaux de peinture	Approvisionnement	Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite
	Chute de hauteur	Equipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation Respect des protections collectives en place

	Electrification	Outillages électroportatif, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
	Utilisation de produits classés « dangereux »	Port des protections individuelles adaptées, Fiches de Données de Sécurité des produits utilisés à prendre en compte, donner préférence à des produits inoffensifs ou les moins dangereux possible
Travaux de menuiserie intérieure	Approvisionnement	Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite
	Chute de hauteur	Equipeement d'accès en hauteur conforme à la réglementation
	Electrification	Outillages électroportatif, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
Revêtements de sols souples	Lumbago, blessures	Limiter au maximum les manutentions manuelles Adopter des gestes adaptés à la manutention à réaliser Port des protections individuelles adaptées
	Intoxication	Choix de produits non dangereux, ventilation des locaux si nécessaire et port de protections individuelles adaptées
Revêtements de sols (Carrelage et faïence)	Bruit, poussière	Choix de matériels le moins bruyant possible, mise à disposition des protections auditives selon seuils réglementaires
	Electrification	Outillages électroportatif, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
	Chute de hauteur	Utilisation d'échafaudage mobile ou plateforme individuelle roulante
Travaux de plomberie, Chauffage, Ventilation	Encombrement du chantier	Respect des zones de stockage et du planning validé par le maître d'œuvre Nettoyage et évacuation des déchets à l'avancement
	Chute de hauteur	Utilisation d'échafaudage mobile ou plateforme individuelle roulante
	Incendie	Port des protections individuelles adaptées Travaux par point chaud exécuté dans des zones propres et dégagées au préalable, extincteur à proximité du poste de travail, écran ou bâche ignifugée à prévoir

	Electrification	Outillages électroportatif, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
Electricité	Encombrement du chantier	Respect des zones de stockage et du planning validé par le maître d'œuvre Nettoyage et évacuation des déchets à l'avancement
	Electrification	Travaux d'ordre électrique réservés exclusivement au personnel habilité Maintien de la fermeture des locaux et armoires à risques de choc électrique Outillage électroportatif, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
	Chute de hauteur	Utilisation d'équipements d'accès en hauteur intégrant des protections collectives Port des protections individuelles adaptées
	Chute d'objet	Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre
Mise en œuvre des équipements de cuisine	Approvisionnement	Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite
	Chute de hauteur	Equipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation Respect des protections collectives en place
	Electrification	Outillages électroportatif, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état

Les principes généraux pour gérer les risques liés à la co-activité sont les suivants:

- séparer géographiquement les différents chantiers,
- éviter la circulation à double sens sur les voies de circulation de chantier,
- organiser les circulations en évitant au maximum les passages dans les secteurs en forte activité.

Il conviendra essentiellement de gérer des risques exportés liés aux pollutions atmosphériques et sonores (bruit, poussières, fumées...), et aux circulations internes de chantier.

4 SUJETIONS DECOULANT DE L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

RISQUES	LOCALISATION	MESURES DE PREVENTION	A LA CHARGE DE
Circulation	Sur l'ensemble des abords du chantier	Respect du plan de circulation validé par le maître d' Œuvre, stationnement interdit en dehors des parking existants	Toutes Entreprises
Electrification avec les réseaux existant,	Ensemble des locaux existant	S'assurer auprès du représentant habilité du Chef d'Etablissement, de la consignation systématique, dès la phase de préparation, de l'ensemble des réseaux concernés par les travaux Reconnaissance préalable des réseaux et respect des procédures de DICT	Entreprises concernées

5 MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE

5.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER

5.1.1 Emplacement

L'installation de chantier se fera sur l'emprise mise à disposition par le Maître d'Ouvrage.

5.1.2 Véhicules

Les parkings à l'entrée du site pourront servir aux les entreprises ainsi qu'à l'installation de la base vie.

Des zones de parkings pour tous les types de véhicule (livraisons, visiteurs, personnel) devront être déterminées.

5.1.3 Généralités : Cantonnements et sanitaires communs à toutes les entreprises, installations chauffées.

Afin de faciliter l'organisation générale du chantier, **l'entreprise titulaire du LOT 02 GROS-ŒUVRE** installera des installations communes prévues jusqu'à la fin du chantier pour l'ensemble des entreprises ou sous-traitantes intervenant dans le cadre de l'opération.

Cette installation de chantier fera l'objet d'un plan général et sera remis pour information au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

5.1.4 Vestiaires, Réfectoires et Sanitaires : toilettes - lavabos - douches

Sanitaires

Il sera mis à la disposition de l'ensemble des salariés :

- 1 WC et 1 urinoir (20 personnes).
- 1 lavabo (un orifice pour 5 personnes)

Le lavabo sera à eau chaude et froide.

L'ensemble de l'installation devra être pourvu de moyens de chauffage.

Tous les éléments pour fourniture (savon, essuie-mains, etc. ...) et le nettoyage journalier seront à la charge de l'entreprise titulaire du Maître d'Ouvrage.

Vestiaires, Réfectoires

Vestiaires éclairés, chauffés et ventilés quelle que soit la situation.

L'entreprise titulaire ou mandataire de chaque marché mettra à la disposition de ses salariés amenés à intervenir sur les chantiers des vestiaires et réfectoires jusqu'à la fin du chantier.

Leur surface sera calculée en prenant comme référence une base de :

- 1,25 m² par salarié, pour les vestiaires,
- 1,50 m² par salarié, pour le réfectoire.

Les vestiaires seront pourvus d'armoires penderie à double compartiment avec serrures ou cadenas.

Le (ou les) réfectoire(s) seront équipés de sièges et de tables (avec un revêtement imperméable) en nombre suffisant, de chauffe gamelles et d'un réfrigérateur pour conserver les repas. **L'ensemble des installations sera correctement éclairé, aéré, chauffé, pourvu d'extincteurs adaptés à la nature du risque et nettoyé au moins une fois par jour.**

5.2 NETTOYAGE DU CHANTIER

5.2.1 Nettoyage des installations

Le nettoyage des installations de chantier sera pris en charge par le **LOT 02 GROS-ŒUVRE**.

5.2.2 Nettoyage des zones de travail

Dans tous les cas, chaque entreprise procédera quotidiennement à l'évacuation des gravats, décombres, déchets de toute nature dans les conditions prévues à cet effet dans le présent PGC, afin que les postes de travail ne comportent pas de gêne ou d'obstacle.

5.3 CLOTURE DU CHANTIER

5.3.1 Clôtures périphériques et ouvertures (porte et portail)

L'emprise du chantier est déjà clôturée (la clôture existante et le portail sont conservés).

Néanmoins ceci n'exclut pas la mise en place éventuelle de clôtures pour sécuriser les travaux en cour, par l'entreprise :

LOT 02 GROS-ŒUVRE

Les clôtures seront de type :

Barrières grillagées sur plot béton en complément des clôtures existantes

Les portes et portails seront placés et entretenus par cette même entreprise et dimensionnés de façon judicieuse pour permettre un contrôle de l'accès du personnel et des véhicules des entreprises, ainsi qu'un accès rapide des secours.

5.3.2 Panneaux de chantier

Les panneaux seront mis en place pendant la période de préparation, puis entretenus et déposés par l'entreprise :

LOT 02 GROS-ŒUVRE

Sont obligatoires :

- l'affichage de l'arrêté (municipal, préfectoral...),
- la mise en place de panneaux « chantier interdit au public », répartis le long des clôtures de façon suffisante,
- à l'entrée principale du chantier, l'ensemble des panneaux référant des obligations et interdictions auxquelles est assujetti le chantier.

Ces panneaux devront être visibles à une distance raisonnable.

5.4 RESEAUX MIS A DISPOSITION

Les branchements nécessaires aux installations de chantier seront effectués par l'entreprise titulaire du **LOT 02 GROS-ŒUVRE**.

5.4.1 Electricité

Le raccordement à un réseau de distribution électrique permet de disposer d'une puissance suffisante pour alimenter les divers équipements et installations de chantier. Installation de chantier à faire contrôler par un organisme agréé pour sa mise en service.

L'entreprise en charge de l'installation de branchement électrique de chantier est la suivante :

LOT 02 GROS-ŒUVRE

En cas d'énergie fournie par un générateur mobile à alimentation par combustible, ce dernier devra être équipé :

- d'un moyen d'extinction adapté,
- d'un moyen de coupure d'urgence,
- d'un bac de rétention,
- de l'affichage obligatoire et des consignes spécifiques en cas d'urgence.

5.4.2 Eaux usées

Les rejets des eaux usées seront conformes à la réglementation en vigueur, le raccordement sera fait sur les réseaux existants à proximité.

L'entreprise en charge de l'installation de raccordement en eau est la suivante :

LOT 02 GROS-ŒUVRE

6 ORGANISATION DES SECOURS

En fonction des modes opératoires et de l'analyse des risques, l'entreprise déterminera les mesures complémentaires à prendre.

6.1 DISPOSITIONS D'ALERTE

6.1.1 Appel des secours en cas d'urgence

Chaque entrepreneur devra laisser en permanence sur le chantier un moyen de communication pour l'appel des secours en cas de problème. Dans le cas de téléphone portable, l'entreprise titulaire devra s'assurer de l'efficacité du réseau local et, à défaut, prévoir la mise à disposition d'une ligne fixe pour l'ensemble des intervenants du chantier.

APPEL DU 18

En cas de problème ou d'accident, l'appel des secours se fera de ce poste, **la personne ayant donné l'alerte ira alors chercher les secours au Point de rencontre pour les guider jusqu'au lieu de l'accident.**

6.2 DISPOSITION D'ACCES ET DE CIRCULATION DES SECOURS

Le point d'accès secours se situera à l'entrée du bâtiment concerné par les travaux.

6.3 PRESENCE DE SAUVETEURS –SECOURISTES- MATERIEL DE SECOURS

Sauveteurs - secouristes du travail

- L'entrepreneur devra assurer, dans la mesure du possible, la présence permanente d'un sauveteur - secouriste du travail pour dix personnes ou par équipe indépendante.

Chaque sauveteur - secouriste devra être identifié par un badge spécial apposé sur le casque.

- L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque sauveteur - secouriste ait reçu la formation initiale appropriée et complétée annuellement par une formation de « recyclage ».

Premiers soins

- L'entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour que chaque poste de travail soit équipé en permanence d'une trousse de premiers soins appropriée et d'une couverture de survie.

Douche oculaire

- Pour rincer en cas de brûlures caustiques, une douche oculaire doit se trouver à proximité immédiate de la zone à risques et être utilisable à tout moment.

6.4 SECOURS INCENDIE- MATERIELS

Instructions au personnel

Si les travaux présentent des risques d'incendie, l'entrepreneur devra établir une consigne (locaux, stockages, engins... etc.). Cette consigne devra être soumise au préalable à l'avis du coordonnateur sécurité. Les extincteurs devront être adaptés aux feux à combattre, clairement identifiables, régulièrement contrôlés par un organisme habilité.

Formation du personnel

L'entrepreneur devra organiser une formation initiale pratique du personnel pour apprendre à mettre en œuvre les moyens d'extinction d'un début d'incendie.

Ces formations seront renouvelées tous les 3 mois.

Extinction fixe

Dans les zones à risques élevé (transformateurs électriques, ateliers..), l'entreprise mettra un système d'extinction fixe.

7 MODALITE DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

7.1 ELABORATION ET DIFFUSION DES PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE PAR LES ENTREPRISES

L'entrepreneur, ainsi que ses sous-traitants, sont tenus de remettre au coordonnateur sécurité, 5 jours avant toute intervention, un PPSPS relatif aux travaux qui leurs sont confiés. La remise du PPSPS fait suite à l'Inspection Commune obligatoire pour chaque entreprise intervenant sur le chantier, y compris les sous-traitants éventuels.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé sera établi en tenant compte des mesures définies par le présent Plan de Coordination, des prescriptions fixées par le C.C.A.P. et C.C.T.P. Il tiendra compte des contraintes et intégrera les consignes particulières évoquées lors de l'Inspection Commune.

L'ensemble des dispositions générales et des recommandations de la CNAM sont applicables à la présente opération.

Un exemplaire à jour du P.P.S.P.S. sera tenu en permanence sur le chantier.

7.2 ENTREPRISES SOUS-TRAITANTES ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Définition

La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter, par un autre entrepreneur, une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'ouvrage.

Sont considérés comme sous-traitants :

- Le travailleur indépendant
- L'entreprise amenant son matériel, son personnel, son encadrement, ses matériaux et restituant un produit fini.

Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants.

L'entrepreneur qui entend exécuter un marché en recourant à un ou plusieurs sous-traitants, doit, au moment de la conclusion et pendant toute la durée du marché, faire accepter chaque sous-traitant par le Maître d'œuvre.

a) Tout entrepreneur **a l'obligation de déclarer** auprès du Maître d'œuvre et du coordonnateur sécurité ses **intervenants** (sous-traitants) et de leur transmettre toutes les consignes relatives à la sécurité et à la protection de la santé pour le chantier.

b) L'entrepreneur qui entend sous-traiter ou faire exécuter une partie de ses prestations par un ou plusieurs sous-traitants doit **remettre** à ceux-ci **un document précisant les mesures d'organisation générale** qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé du travailleur. Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son propre P.P.S.P.S. des documents fournis par l'entrepreneur principal (le présent PGC et PPSPS de l'entreprise principale).

c) La coordination des travaux effectués par les sous-traitants ou travailleurs indépendants, notamment en matière de sécurité et de protection de la santé, demeure sous la responsabilité de l'entrepreneur titulaire du marché.

7.3 UTILISATION DE PERSONNEL INTERIMAIRE

Les entrepreneurs utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné
- Les documents médicaux pour la profession déterminée ont bien été délivrés et une copie est disponible sur le chantier
- Le personnel a subi la formation obligatoire à la sécurité
- Le personnel intérimaire est intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (vestiaires, réfectoires, sanitaires) et a reçu les consignes particulières liées à l'activité de l'entreprise sur le projet.

7.4 PRESTATAIRES DE SERVICES

Sont considérés comme prestataires de services :

- Les sociétés de location de matériel (avec ou sans chauffeur)
- Les fournisseurs (carburants, matériels...)
- Toute entreprise qui n'est pas indépendante (sans encadrement) dans son travail (transport, dépannage, etc...) et qui intervient dans le milieu du cycle de production de l'entreprise principale.

Tout entrepreneur a l'obligation de déclarer auprès du coordonnateur sécurité ses intervenants (fournisseurs, sociétés de location de matériels).

L'entrepreneur est tenu de déclarer ceux-ci en utilisant la fiche de déclaration d'intervenant(s) remise par le coordonnateur sécurité.

La location du matériel, l'utilisation de toutes prestations de services n'exonèrent pas l'entreprise de sa responsabilité.

La location du matériel, l'utilisation de toutes prestations de services, n'exonèrent pas l'entreprise de sa responsabilité.

A ce titre, l'entreprise doit réceptionner le matériel à la livraison et s'assurer avant l'utilisation par ses salariés que :

- le matériel est conforme au contrat de location et les vérifications exécutées (dont une copie sera disponible sur le chantier),
- les équipements de protection individuelle éventuels sont fournis aux salariés,
- les salariés ont reçu la formation et l'information nécessaires (autorisation de conduite) à son utilisation.

L'entreprise utilisatrice devra remettre à tout prestataire de service un protocole de sécurité comprenant toutes les indications et informations utiles à l'évaluation des risques de toute nature générés par l'opération et les mesures de prévention et de sécurité qui doivent être observées sur le chantier.

Ces informations concernent notamment :

Pour l'entreprise d'accueil

- Les consignes de sécurité
- Les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement ou le déchargement
- Les moyens de secours en cas d'accident
- L'identité du responsable désigné par l'entreprise d'accueil
- Les lieux d'intervention.

Pour les fournisseurs

- Les caractéristiques du véhicule
- Les précautions ou suggestions particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés, notamment celles qui sont imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses.

7.5 LIVRAISONS

Chaque entreprise utilisant une entreprise de transport de fournitures devra lui transmettre toutes les consignes de sécurité.

Les entreprises devront établir avec elle le protocole de livraison et en informer le coordonnateur sécurité.

ANNEXE : Fiche d'APPEL DES SECOURS

EN CAS D'ACCIDENT



ALERTER OU FAIRE ALERTER

C'est permettre l'arrivée rapide des secours adaptés.
L'ALERTE EST UN ACTE CAPITAL.
D'elle dépend la rapidité et l'efficacité des secours.
Il faut donc qu'elle soit donnée de façon correcte.

**TELEPHONEZ
DU POINT D'APPEL SECOURS
le plus proche (chantier ou établissement)
Composez le 18**

INDIQUER LE LIEU DU CHANTIER :

78, RUE DE LA FORET 26000 VALENCE

PRECISEZ :

- LA NATURE DE L'ACCIDENT
- LA POSITION DU BLESSE
- S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

SIGNALEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ETAT

FIXEZ LE POINT DE RENDEZ-VOUS :

➤ **Entrée du site**

ATTENDEZ LES SECOURS AU POINT DE RENDEZ-VOUS

VOUS LES CONDUIREZ SUR LES LIEUX DE L'ACCIDENT.

NE PAS RACCROCHER LE PREMIER ET FAITES REPETER LE MESSAGE

A PREVENIR PAR FAX ou Mail :

LE MAITRE D'OUVRAGE	T: 04 81 66 80 71 Michel- Laurent.Chapas@justice.fr	LE CONDUCTEUR D'OPERATION	T: 04 81 66 80 71 marine.rey@drome.gouv.fr
LE MAITRE D'OEUVRE	T: 04.76.24.86.67 F : 04 76 24 86 69	LE COORDONNATEUR	T: 04.74.83.78.82 F: 04.90.28.74.24
L'Inspection du Travail	T : 04 79 60 70 00 F : 04 79 69 93 72	La CARSAT	T : 04 79 70 05 27 F : 04 79 70 76 07
		L'OPPBTP	T : 04 78 37 36 02 F : 04 78 37 69 23